



**28 576 morts à Gaza, plus de 13 000 enfants et 7000 femmes, 68 291 blessés
241 agents de santé et 85 journalistes tués.
1,9 millions de Palestiniens déplacés (90 % de la population).
245 000 logements, 318 écoles, 169 établissements de santé.... rasés.**

Le chef des affaires humanitaires de l'ONU décrit le 14 février : « *Un assaut incomparable en matière d'intensité, de brutalité et d'ampleur Plus de la moitié de la population de Gaza – largement plus d'un million de personnes – s'entassent à Rafah, voyant venir la mort : ils ont peu à manger, quasi aucun accès aux soins médicaux, nulle part où dormir, aucun endroit sûr* »

Le 26 janvier la Cour Internationale de Justice a statué considérant que les opérations militaires Israéliennes comportaient un risque sérieux de génocide, et qu'il pouvait être considéré que ces opérations étaient menées avec l'intention de commettre un génocide.

La Cour a ainsi exigé d'Israël qu'il prenne toutes les mesures pour prévenir et sanctionner les actes de génocide.

Cette décision entraîne en droit l'obligation pour les pays signataires de la convention de l'ONU de cesser tout soutien à Israël et de tout faire pour empêcher Israël de « *commettre des actes comportant des indications sérieuses d'actes de génocide.* »

♦ **Un véritable Nettoyage ethnique et une entreprise génocidaire sont donc en cours au regard de la convention de l'ONU de 1948 sur la répression et la prévention des crimes de génocide.**

**ARRÊT DU MASSACRE ! CESSEZ LE FEU IMMEDIAT ! ARRÊT DU BLOCUS DE GAZA !
ARRÊT IMMEDIAT DES LIVRAISONS D'ARMES à ISRAËL**

**A défaut, la France de Macron , les USA de Biden
se rendent complices de ces crimes et de cette boucherie.**

	<p>Georges Ibrahim Abdallah est libérable depuis 1999 !</p> <p>40 ans d'emprisonnement.</p> <p>NON à LA PEINE DE MORT LENTE.</p> <p>EXIGEONS LA JUSTICE.</p>
--	--

Georges Ibrahim Abdallah, militant de la cause palestinienne, est incarcéré dans notre pays depuis 40 ans! Il est détenu à Lannemezan.

Incarcéré à 32 ans il a désormais 72 ans. Il est pourtant libérable depuis 1999.

En 2013, Manuel Valls, Ministre de l'intérieur de l'époque, sous pression des Etats Unis, refusait de signer un arrêté d'expulsion pour le Liban alors que le Ministère de la Justice avait autorisé sa libération conditionnelle !

C'en est assez de ce déni de droit et de cette inhumanité !

La France, héritière des valeurs universelles de la révolution de 1789 ne peut instaurer un **COULOIR DE LA MORT** qui ne dit pas son nom dans notre pays !

EXIGEONS DE L'ETAT FRANÇAIS UN ENGAGEMENT à SIGNER

**UN ARRÊTE D'EXPULSION pour que Georges Ibrahim Abdallah
retrouve son pays et sa famille !**

« Ces atrocités sont commises avec la complicité des pays qui se réclament du droit international », Rony Brauman

Extraits de l'interview de Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières (MSF) sur Franceinfo, le 8 février.

[Avec l'offensive israélienne sur Rafah, Ndlr] « quelle que soit la direction que ces déplacés vont prendre, c'est une descente de plusieurs degrés, en plein dans la désespérance, dans l'effroi, dans le malheur, dans la promiscuité, dans la diffusion de maladies épidémiques et probablement dans la préparation de nouvelles générations habitées par la haine, par le désir de vengeance, bref par la préparation d'un avenir de violence.



Donc aussi bien du point de vue de ce qui se passe présentement que de ce que l'on peut imaginer dans le futur, cette offensive rajoute une catastrophe à la catastrophe.

Rafah était le dernier endroit où les humanitaires pouvaient travailler. Que va-t-il se passer ?

Les quelques rares endroits où on pouvait travailler sont toujours des endroits extrêmement précaires, où on peut éventuellement travailler aujourd'hui, mais se faire tirer dessus le lendemain. On peut avoir une autorisation de déplacement, et puis des tirs de snipers vous attaquent comme des

bêtes, c'est absolument atroce. Ces atrocités sont commises avec la complicité des pays qui se réclament du droit international, du droit humanitaire, de la légalité internationale, c'est-à-dire les pays occidentaux, au premier rang desquels les États-Unis.

« PENDANT CE TEMPS-LÀ, LES LIVRAISONS D'ARMES CONTINUENT... »

Mais avec le concours actif de pays européens dont l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France.

Nous sommes en train de devenir activement complices de ce carnage et cette boucherie. Les États-Unis et l'Europe œuvrent à une

trêve de plus longue durée. C'est tout à fait souhaitable, mais pendant ce temps-là, les livraisons d'armes, de munitions, continuent à flux tendu.

Tous les jours, il y a une sorte de pont aérien entre les États-Unis notamment, mais aussi l'Europe vers Israël, qui permet de tirer des milliers, des milliers et des milliers de missiles, de munitions diverses. Il y a quelque chose d'un peu contradictoire à appeler d'un côté à la trêve et de l'autre à continuer à ravitailler en armes et en munitions la partie la plus puissante, celle qui détient tous les leviers pour la décision du lendemain. »

Le responsable de l'Unrwa (agence de l'Onu pour les réfugiés palestiniens) Philippe Lazzarini a déclaré le 5 février qu'au moins 100 000 personnes à Gaza ont été tuées, blessées ou sont actuellement portées disparues, un chiffre représentant environ 5 % de la population. « En outre, environ 17 000 enfants sont portés disparus ou séparés de leur famille. »

Le ministre espagnol des Affaires étrangères a déclaré à Al Jazeera : « Nous avons suspendu toutes les licences d'exportation d'armes vers Israël depuis le 7 octobre. »

● « L'Unicef appelle de toute urgence les parties à s'abstenir de toute escalade militaire dans le gouvernorat de Rafah, à Gaza, où plus de 600 000 enfants et leurs familles ont été déplacés, dont beaucoup plus d'une fois », a déclaré ce même jour la directrice exécutive de l'Unicef, Catherine Russell.



Le camp de réfugiés de Rafah, le 9 février avant l'assaut de l'armée israélienne.

7 février

● L'armée israélienne a ciblé un réservoir de distribution d'eau, tuant treize civils dont sept enfants, à Gaza.

● Le ministère palestinien de la Santé estime que 11 000 patients et blessés doivent quitter de toute urgence la bande de Gaza pour recevoir des soins vitaux à l'étranger.

● Des tirs de la marine israélienne ont touché un convoi alimentaire attendant d'entrer dans le nord de Gaza, a déclaré lundi Thomas White, directeur des affaires de l'Unrwa à Gaza.